

**ELECTIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES JUIN 2021
QUESTIONNAIRE DE LA LPO A L'ADRESSE DES CANDIDATS**

Réponses Laurent Saint-Martin

“Vos motivations sur les enjeux écologiques : 82 % des français font de la lutte contre le réchauffement climatique et de la protection de la biodiversité une priorité (source IFOP/LPO mai 2021). Et 76% d’entre eux considèrent que nous sommes dans l’obligation de changer nos habitudes et d’adopter un mode de vie plus sobre pour faire face aux enjeux environnementaux (source ELABE pour les Echos et l’Institut Montaigne, mars 2021).

Si vous êtes élu(e), comment comptez- vous inscrire stratégiquement et en matière de gouvernance, ces enjeux dans votre mandat ? Ou si vous êtes réélu(e), quelles sont les nouvelles mesures que vous comptez mettre en place ?”

Le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité sont au cœur de nos préoccupations, tant ces deux enjeux touchent notre quotidien et notre qualité de vie. Il est impératif pour nous de changer nos modes de vie, d’achat et de consommation, de déplacement, de prendre la mesure également de ce que nous avons vécu depuis un an, avec la mise à l’arrêt de notre économie, le recours massif au télétravail.

La région doit prendre sa pleine part dans cet exercice et accompagner le gouvernement dans ses ambitieux objectifs climat. J’entends inscrire ces enjeux de lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité dans le temps long de l’action régionale.

Le premier Vice-Président de la Région que je nommerai sera chargé de la transition écologique, de la santé, l’environnement et la relance verte. Ce n’est pas une décision symbolique. Elle traduit mon ambition de faire de la politique environnementale l’un des fils conducteurs du mandat qui s’ouvre. De la même manière, nous publierons un “budget vert” mesurant l’impact environnemental de chaque investissement engagé par la Région, accompagné d’un suivi. Chaque euro dépensé, sera mesuré, chiffré, par rapport à son “coût” environnemental.

La Région doit être exemplaire dans ces changements. Nous soutiendrons l’installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics et nous rénoverons les bâtiments de la Région, dont les lycées trop longtemps abandonnés, avec l’objectif ambitieux de zéro passoire thermique.

Les collectivités territoriales sont un acteur clef pour encourager ou initier des dispositifs tels celui de la mise en place de fonds de compensation carbone. Je m’engage à créer le premier fonds carbone régional pour l’Ile-de-France. L’objectif est de créer une incitation financière à destination des entreprises et collectivités locales volontaires afin qu’elles puissent mener à bien leur stratégie bas carbone et compenser leurs émissions de CO2.

“Votre ambition en matière d’Espaces naturels protégés : Les Régions avec les Parcs Naturels Régionaux et les Réserves Naturelles Régionales, et les Départements avec les Espaces naturels protégés, disposent de leviers pour protéger efficacement les milieux et espèces remarquables. 43% des français pensent ne pas disposer de suffisamment d’espaces naturels à proximité de chez eux quand 54% considèrent en avoir ni trop ni pas assez (source IFOP/LPO mai 2021).

Si vous êtes élu(e), pensez-vous renforcer la politique de protection des espaces naturels (création et financement) ou considérez-vous qu’il y en a suffisamment ? En cas de réponse positive, pouvez-vous nous donner des exemples ?”

L’Île-de-France se démarque par la richesse de sa faune et sa flore sauvage. Je souhaite redonner à nos espaces naturels la visibilité qu’ils méritent tout en renforçant la politique de protection de ces derniers.

J’établirai un ambitieux plan “Nature et Biodiversité” régional qui permettra de résorber les 800 points de fragilité écologique et de rétablir les haies et les zones humides. Mon objectif est de favoriser et préserver la biodiversité en misant sur le développement des écosystèmes en accentuant par exemple la protection des arbres urbains et forêts franciliennes et en mettant en place un plan abeilles.

La question de la protection de nos espaces naturels est également une question de santé publique. Afin d’y répondre, je créerai un Observatoire francilien de la santé environnementale compétent sur toutes les problématiques liées à la pollution de l’air, des sols, de l’eau, du bruit, des déchets, du plastique ou encore des substances polluantes. Cet observatoire sera à l’initiative de nouvelles coopérations entre les agences régionales spécialisées.

“Votre vision de l’agriculture de demain : Artificialisation des milieux, disparition des haies et milieux humides, pollutions diverses... les causes d’effondrement de la biodiversité sont connues. L’agriculture intensive les cumule. C’est pourquoi les espèces des milieux agricoles s’effondrent encore plus que les autres (perte de 30% des oiseaux inféodés aux milieux agricoles en 15 ans). En même temps, les français aspirent à des produits sains, provenant de circuits courts. 88% d’entre eux achètent désormais des produits bio contre 86% en 2019, 80% en 2011, 78% en 2008, 56% en 2000 (source IFOP/LPO mai 2021).

Comment concevez-vous l’évolution des aides à l’agriculture dans un objectif d’abandon des « traitements chimiques », de préservation de la biodiversité, des paysages, et permettant une économie locale (circuits courts). Quelles idées concrètes pensez-vous pouvoir mettre en œuvre ?”

On réduit trop souvent l’Île-de-France à Paris et sa couronne urbaine. C’est oublier que nous avons une tradition et un savoir-faire agricole, avec de nombreux producteurs et produits de qualité.

Cette richesse, nous devons la préserver et la développer, en agissant “de la fourche à la fourchette”. Mon impératif est donc de soutenir notre zone maraîchère et favoriser l’installation et le maintien de nos exploitations agricoles afin de faire évoluer l’approvisionnement en circuits courts. Afin de favoriser cette agriculture locale, j’investirai dans les nouveaux outils de production et de commercialisation.

Je tirerai partie des financements ouverts par le plan de relance pour démultiplier les projets alimentaires territoriaux (PAT). Ce sont des dispositifs qui ont prouvé leur succès et qui sont efficaces dans la mise en place de circuits locaux de distribution.

Je favoriserai l’installation de jeunes agriculteurs en renforçant la Dotation Jeunes Agriculteurs avec une ambition forte : je veux faire de l’Île-de-France la première région européenne pour le maraîchage bio et l’installation de jeunes agriculteurs.

Les agriculteurs souhaitant faire évoluer leurs exploitations agricoles vers l’éco-agriculture et le bio pourront se faire aider par le Fonds d’Épargne Populaire. Ce fonds permettra d’acheter des locaux et du matériel. Quand l’activité bio sera bien lancée, les agriculteurs pourront demander à racheter les biens prêtés. Il s’agit là d’une aide puissante, efficace et sans la peur de l’endettement, pour encourager à la transition écologique.

Je m’engage avec un objectif clair pour la qualité de l’alimentation de nos enfants : je doublerai la part de la production locale et bio dans l’assiette des lycéens.

Pour que l’Île-de-France soit au cœur de la relance économique et sociale de notre pays, les questions agricoles sont une priorité.

“Vos objectifs en matière d’aménagement durable du territoire : En France, entre 20 000 et 30 000 hectares sont artificialisés chaque année. Cette artificialisation augmente presque 4 fois plus vite que la population, et a des répercussions directes sur la qualité de vie des citoyens mais aussi sur l’environnement. Mal implantées, les énergies renouvelables sont susceptibles de contribuer à l’artificialisation (panneaux photovoltaïques plein champ) voire de détruire les espèces (parcs éoliens en secteurs à fort enjeux écologiques).

Comment imaginez-vous le développement de votre territoire en matière d’aménagement urbain ? Quels sont vos engagements pour participer à l’atteinte de l’objectif «Zéro artificialisation nette» et à un développement des énergies renouvelables dans le respect de la biodiversité ?”

Je suis convaincu que si nous souhaitons protéger nos espaces naturels ainsi que nos terres agricoles, nous devons lutter contre la bétonisation et redonner à nos espaces verts la place qu’ils méritent. Cet engagement est le mien et il nous permettra d’atteindre l’objectif de “zéro artificialisation nette” des sols. Nous accompagnerons l’ensemble des objectifs du gouvernement tels qu’évoqués dans les discussions relatives au projet de loi “Climat et Résilience” en cours d’examen au sein des assemblées parlementaires, à travers l’établissement d’un plan d’actions régional.

Je souhaite garantir à chaque Francilien la présence d’un espace vert ou naturel à moins de 15 min de chez lui afin d’assurer un environnement sain et une meilleure qualité de vie. Dans cette même volonté, je souhaite reconvertir les friches urbaines et industrielles en surfaces agricoles, parcs et espaces verts tout en accompagnant les collectivités locales et les promoteurs immobiliers dans l’émergence d’une filière régionale favorisant l’utilisation de matériaux biosourcés.

Je propose également de réduire la pollution de l’air en diminuant par trois celle dans les gares RER et stations de métro et en fixant comme objectif à 10 ans, 100 % de bus propres, électriques ou hydrogène bas carbone. De plus, avec “l’Envie Score” chaque foyer francilien pourra suivre méticuleusement l’évolution de la qualité de l’air et du bruit dans son environnement immédiat. C’est donc à la fois un indicateur localisé de bien-être, afin de mesurer la qualité de l’air et le niveau de bruit, et une donnée partageable pour détecter les anomalies et mettre en œuvre les actions locales de protection de l’environnement.

Je suis un partisan engagé de la transparence de l’action publique, les Franciliens pourront ainsi mesurer les progrès réels de nos actions sur leur environnement. Je m’engage aujourd’hui et je demanderai à être jugé sur les résultats.

Je souhaite créer 500 000 emplois supplémentaires en 10 ans en faisant de l’Île-de-France la première région européenne pour les technologies et les services de la transition écologique. Je veux conduire une politique écologique qui ne rejette pas le progrès, et qui, au contraire, en tire pleinement avantage.

Au travers de mon programme *Envie d’Île-de-France*, je m’engage à faire de l’Île-de-France un cadre de vie attractif favorisant le développement de la biodiversité.

“Votre attachement à l’éducation des jeunes sur les sujets climatiques et écologiques : Selon le dernier sondage IFOP pour la LPO (mai 2021), 87% des français considèrent que l’éducation des élèves du secondaire aux enjeux écologiques est prioritaire.

En complément des programmes scolaires qui dépendent de l’éducation nationale, quelles sont les aides concrètes que vous apporterez aux établissements pour favoriser des programmes de sensibilisation à l’environnement, et au-delà prévoyez-vous de développer des programmes et des formations dans ces domaines ?”

Nous l’avons vu lors des mobilisations de 2019, notre jeunesse souhaite s’engager pour le climat. Ma conviction est que nous sommes en devoir de transmettre à notre jeunesse les outils dont elle aura besoin pour être les acteurs de demain. C’est ainsi qu’en 2019 le gouvernement d’Emmanuel Macron a généralisé à l’ensemble des lycées et collèges la fonction d’éco-délégué afin que les élèves deviennent de réels acteurs du développement durable. Je souhaite que leur formation soit accentuée dans le but de créer un réseau d’éco-délégués formé et preneur d’initiatives pour la Région d’Île-de-France.

Je veux soutenir dans les lycées des actions entrepreneuriales dans diverses dimensions: culture, art et sciences. Les initiatives mono ou pluridisciplinaires de soutien à la transformation écologique seront aidées par la région. Je veux encourager l’esprit d’innovation et de création au service de notre environnement.

“Votre appréciation du rôle des associations de protection de la nature aux côtés des collectivités et de l’Etat : Lorsque l’on demande aux français à qui ils font le plus confiance pour protéger la biodiversité (IFOP/LPO mai 2021), ils répondent en premier aux associations de protection (57%). Viennent ensuite loin derrière les élus (10%), l’Etat (7%), et en dernier lieu les chasseurs (6%).

Quelle place comptez- vous accorder aux associations de protection de la nature en matière de connaissance, protection et éducation si vous êtes élu ?”

La crise sanitaire a mis notre société à rude épreuve. Depuis un an, nous avons su inventer de nouvelles solidarités, tenir ensemble. Les associations sont les premiers acteurs de la solidarité dans notre pays. Cet engagement désintéressé et citoyen doit être respecté et soutenu.

La Région doit être un acteur majeur de la vie associative, aux côtés des communes. C’est pourquoi, dans le cadre des élections régionales, je souhaite engager une vaste action permettant aux associations de se développer davantage encore dans notre région. La première étape passe par la suppression de toutes les formalités administratives régionales superflues.

Ce travail s’appuiera sur la réflexion que mènera un conseil régional de la vie associative. En effet, depuis plusieurs mois, je rencontre quotidiennement des associations de notre territoire. Ce lien, je souhaite continuer à le faire vivre, en entretenant une relation étroite avec ces acteurs. Ils doivent être entendus car ils sont des acteurs du quotidien. De ce fait, les portes du Conseil régional doivent leur être ouvertes, continuellement.

Les associations de protection de la nature jouent un rôle considérable dans la protection de la biodiversité. C’est pourquoi, si je suis élu, je souhaite leur accorder une place centrale afin qu’elles puissent travailler en collaboration étroite avec la Région.

Le Premier Vice-Président de la Région sera chargé de la transition écologique, des sujets de santé-environnement et de la relance verte de la région. Il sera un interlocuteur direct pour ces associations afin d’établir une gouvernance efficace. La mobilisation doit être globale si nous souhaitons que la transition écologique ne soit pas des slogans mais effective.

Nous donnerons donc aux associations et à chacun les moyens de s’engager pour notre environnement et qualité de vie.

“Votre manière d’appréhender le partage de l’espace naturel par les différents utilisateurs sportifs et de loisirs : Du fait des attentes croissantes de la société, et de la transformation du monde du travail, les activités et sports de nature ont connu et connaissent encore un plein essor. Tous les sondages récents confirment que les français souhaitent à une très grande majorité pouvoir bénéficier d’un jour sans chasse, par exemple le dimanche.

Comment voyez-vous le développement des activités de loisir nature et du tourisme vert ? Et quel est votre propre avis sur l’opportunité d’un jour sans chasse afin de limiter les accidents et favoriser la pratique des autres activités de plein air?”

L’Île-de-France est une région attractive au sein de laquelle toutes les formes de tourisme doivent cohabiter. Elles participent au développement de la région. Conséquemment, il est important d’accompagner la mise en place d’un tourisme toujours plus responsable et soucieux de la richesse ainsi que de la diversité de notre territoire.

Nous voulons créer la carte « Envie d’Île-de-France » qui s’inscrit notamment dans cette volonté. Cette carte de fidélité servira à orienter les Franciliennes et Franciliens vers les produits et services locaux tout en soutenant le tourisme et la vie culturelle en Île-de-France.

Incompatible avec les activités urbaines, la chasse se doit d’être une pratique encadrée afin de garantir la sécurité de tous qui doit être notre priorité.